

La Francophonie ? L'une des réponses à la mondialisation culturelle ?

Par Christian PHILIP

Merci d'abord à mon ami Jean Tardif d'organiser un cycle de débats sur la Francophonie. Il y a en effet urgence à réfléchir sur la Francophonie. Je ne cesse de l'entendre dans mon pays : le thème de la Francophonie, la défense du français, ce sont des combats dépassés. La France doit s'inscrire dans la mondialisation et cette dernière signifierait parler anglais. La francophonie c'est une forme de colonialisme, un combat ringard pour une communauté avec des pays qui ne comptent pas dans le monde du début de ce XXIème siècle. Dans le même sens, qu'est ce que j'entends quand je vais dans les pays de l'espace francophone ? La France ne défend pas sa propre langue. Elle ne marque pas assez une préférence francophone sur bien des plans. Elle s'auto-sucide. Pourquoi vouloir encore la francophonie si la France n'y croit plus ? Et pourtant on me dit : nous avons besoin et envie de francophonie ! Peut être est-ce ce que j'entendrai encore aujourd'hui. En tout cas, merci à l'Université de Yaoundé ...

Nous ne devons pas démissionner ! Céder à la mode de ceux qui pensent comme contraires Francophonie et mondialisation ! Le Président de la République l'a dit clairement à l'occasion de la journée internationale de la francophonie. Nous ne devons pas être seulement « défensifs » mais il a dit « je préfère une conception offensive » pour montrer que l'on peut « concilier le respect de notre identité, qui s'appuie sur notre langue, et modernité ».

La Francophonie comme d'autres aires géo-linguistiques est indispensable à la mondialisation. La Francophonie plus que d'autres, n'hésitons pas à le dire, car elle est présente sur tous les continents et fait coexister tous les niveaux de développement, toutes les religions, plusieurs cultures, la langue française et les langues locales ou nationales. Elle réunit au sein de l'OIF le tiers des pays membres de l'ONU. La Francophonie est l'exemple même de la diversité linguistique et culturelle. Aussi il est logique qu'ensemble nous ayons été en première ligne pour que l'UNESCO élabore et adopte la convention sur la diversité culturelle. Comprendons le, la francophonie n'est pas un combat contre l'anglais mais contre une langue unique qui signifie culture et pensée uniques. Elle est un combat pour un projet de société parce que la langue unique aboutit à faire disparaître les écoles de pensée nées dans une autre langue, à donner un monopole de fait à ses locuteurs sur les connaissances.

Oui, la francophonie est une réponse nécessaire à la question posée. Sans francophonie, sans diversité culturelle et linguistique, mondialisation signifiera uniformité et l'uniformité conduit toujours à la tentation de la domination laquelle entraîne des conflits. La diversité c'est non seulement une condition nécessaire pour maîtriser la mondialisation mais c'est une condition de la paix dans le monde. La diversité permettra seule une mondialisation respectant le pluralisme non seulement des cultures mais aussi la défense de certaines valeurs autours desquelles la Francophonie par la Déclaration de Bamako ou l'accord de Saint Boniface a su se rassembler. Comme l'écrit Giovanni Dotoli « Le français dit des valeurs universelles, le sens de la liberté et de la démocratie, les droits de l'homme et la fraternité, la tradition et l'avenir. Le Globish peut il dire la même chose ? Absolument pas ».

Mais vouloir la diversité culturelle et linguistique, comprendre qu'elle sera un plus pour notre rayonnement commun, sur tous les plans, y compris économique, ne saurait en rester au stade du propos de principe. Il faut vivre cette diversité, il faut convaincre nos élites du plus qu'elle représente, il faut la rendre vivante et populaire dans nos pays francophones ... Et là, reconnaissons le, nous avons des efforts à faire. Il y a urgence même à faire des efforts. Les

élites des pays francophones, y compris en France, croient-elles encore à la francophonie ? Pour redresser la barre, il faut que nos dirigeants parlent de francophonie, expliquent pourquoi avoir fait le choix de la francophonie, montrent à leur opinion ce qu'elle apporte, lui accorde des moyens.

Cette francophonie nécessaire, oui, n'hésitons pas à le dire, elle est en danger. Il ne s'agit pas de se refermer autour du français. Nous défendons la diversité culturelle et linguistique, donc nous devons nous ouvrir aux autres langues et cultures. Nous nous condamnons quand nos enfants ne sortent pas du système scolaire avec la maîtrise de deux langues étrangères. Mais le plurilinguisme nécessaire dans le monde d'aujourd'hui ne saurait signifier abandonner sa langue. Cet abandon mettrait en cause notre identité même. Quand je vois les critiques émises parce que le Président de la République a dit que ceux voulant venir vivre en France, pour s'intégrer à notre communauté nationale, doivent savoir parler français, j'avoue ne pas comprendre ! Quand je vois ou j'entends de plus en plus de messages publicitaires entièrement ou partiellement en anglais (cela fait mode !), quand je sais combien de réunions dans certaines grandes entreprises se tiennent en anglais en France, et parfois entre seulement des Français, quand je constate combien beaucoup ne s'expriment plus dans notre langue dès qu'ils quittent notre pays, je suis inquiet.

La France, même si elle a une place particulière dans l'espace francophone, n'est pas, et heureusement, toute la Francophonie. Il faut donner un nouveau souffle à cette dernière et nous devons tous contribuer à ce nouvel élan. Pour la France, le Président de la République en est convaincu ; il a dit le 20 mars que « la Francophonie est et restera une priorité de la diplomatie française ».

Cela signifie que nous devons consolider la Francophonie et pour ce faire à mon sens agir sur deux axes :

- Il faut promouvoir le socle même de ce qui nous rassemble, nos fondations, donc la langue française. La situation se dégrade. Dans bien des pays de l'OIF, le français est en recul et le niveau en français de ceux le parlant n'est pas satisfaisant. Trop d'étudiants qui seront les décideurs de demain ne sont plus formés en français ni dans des universités françaises ou des filières francophones. Sans un effort immédiat et important pour la formation au français des professeurs du système scolaire de ces pays, sans une priorité donnée à la mobilité des étudiants dans l'espace francophone, le français sera vite en péril, et sans français, pas de francophonie. Nous devons donner à l'enseignement du français un statut de langue privilégiée sous des modalités dépendant de la situation linguistique du pays concerné.

Et n'oublions pas la situation du français en Europe. La Francophonie doit se soucier du recul constant du français dans l'Union européenne alors même que 14 des 27 Etats sont membres de l'OIF. Le combat pour la Francophonie dans le monde, le combat pour la diversité culturelle et le multilinguisme passent par l'Europe. Si nous ne le gagnons pas, comment convaincre nos partenaires non européens qu'ils doivent encore croire à la Francophonie ? Une Europe plurilingue (23 langues officielles), une Europe élargie composée de pays où le français n'a pas toujours une place importante et n'est pas considéré comme une priorité, une Europe où la diversité culturelle est une réalité, cette Europe doit être un terrain d'action privilégié pour la Francophonie. Aujourd'hui la situation est plus que préoccupante. Malgré de réels efforts faits pour inciter fonctionnaires européens et représentants des Etats au Conseil ou au Parlement à apprendre le français, son recul est rapide et important. L'ensemble de la

Francophonie doit s'en préoccuper et plus largement respecter l'engagement de s'exprimer en français dans les organisations internationales.

- Il faut que notre communauté linguistique se traduise pas une solidarité particulière. Nous devons renforcer les moyens de l'OIF et de ses opérateurs et mieux définir les priorités que nous leur assignons. Le Sommet de Québec doit clairement donner des orientations permettant de fixer ce que nous attendons de nos institutions francophones.

Nous devons également apporter des réponses communes aux défis du monde contemporain et de la mondialisation. Sur le défi majeur de l'énergie, du développement durable, de l'adaptation au changement climatique par exemple, nous devrions en faire un sujet prioritaire de nos échanges, chercher à peser ensemble dans les débats internationaux, conduire des actions spécifiques entre pays francophones sur des points où nous avons à la fois des compétences et des besoins. Je pense à l'eau, à la désertification au reboisement, au développement d'énergies nouvelles ... La France souhaite que le prochain Sommet de Québec aille en ce sens. Ceci est nécessaire pour que nos opinions trouvent une lisibilité dans la francophonie, pour qu'elle leur apparaisse comme un cadre permettant d'agir par rapport à leurs préoccupations. Affirmer que la Francophonie est une réponse nécessaire à la maîtrise de la mondialisation est un acte vain si nous n'en faisons pas la preuve par nos débats et nos actions communes.

Oui cette journée était nécessaire. Je souhaite qu'elle permette de se dire les choses clairement, que nous ne nous enfermions pas dans un faux unanimité. La Francophonie a besoin de redevenir un sujet de débats. Du débat peut, je l'espère, naître une nouvelle volonté politique et donc l'action.